

dans le mauvais sens; nous avons un bon débouché et j'espère que le gouvernement songera sérieusement à verser \$1 l'acre encore cette année.

Le deuxième sujet que je voudrais aborder en est un auquel j'attache un intérêt national. Il y va de l'intérêt de tout le Canada, au point de vue de l'embauche comme au point de vue de la balance des paiements à l'égard des États-Unis; il y va également de l'expansion du Canada et du progrès de notre nation. Je voudrais dire quelques mots de ce que représente pour le Canada le pipe-line de Montréal.

Nous avons, dans la région qui se trouve à l'est de la vallée de l'Ottawa, le plus grand nombre de consommateurs des produits de notre industrie pétrolière qui soit presque entièrement alimenté à l'heure actuelle par l'étranger. En effet, c'est créer de l'emploi en dehors du Canada quand nous avons tellement besoin d'accroître l'embauche chez nous.

La *Home Oil Company Limited of Canada* a publié récemment une brochure dont je voudrais citer une couple de passages si on veut bien me le permettre. La brochure est intitulée: «*The Canadian Case for the Montreal Pipeline*». On y dit pour commencer:

Le projet du pipe-line de Montréal sera un succès ou un échec selon qu'il servira les intérêts nationaux du Canada.

A mon avis, ce n'est pas ce qu'il a fait. Je continue:

L'idée de construire un pipe-line de gros diamètre de 430 millions de dollars jusqu'à Montréal est tout à fait conforme à l'intérêt national dans son véritable sens.

Nous pouvons produire, monsieur l'Orateur, 1,100,000 barils de pétrole brut par jour. Lorsque cette brochure a été publiée, nous produisions 525,000 barils par jour et nous importions de l'étranger plus de 410,000 barils par jour de dérivés du pétrole brut. Je continue:

L'aménagement d'un pipe-line jusqu'à Montréal et l'utilisation subséquente du pétrole brut de l'Ouest canadien peut réduire le déficit commercial visible du Canada de plus de 200 millions de dollars en 1963, ce chiffre pouvant augmenter jusqu'à plus de 400 millions par année en 1972.

Certes, monsieur l'Orateur, c'est un objectif alléchant pour les Canadiens. La brochure continue:

L'aménagement d'un gros pipe-line de pétrole brut allant de l'Alberta à Montréal fournirait directement de l'emploi à 6,000 Canadiens, et indirectement à 25,000 autres personnes pendant les deux années que dureraient les travaux.

Il faudrait environ 700,000 tonnes d'acier pour réaliser le conduit de 2,100 milles, et l'on pourrait ne se servir que du minéral de fer canadien, conditionné au Canada.

Cela nous permettrait encore de créer plus d'emploi. Les Canadiens, j'en suis sûr, accepteraient volontiers de payer un peu plus

[M. Speakman.]

cher pour les produits du pétrole dont ils ont besoin et dont ils se servent, en vue de donner de l'emploi à leurs concitoyens plutôt qu'à des étrangers.

En outre, l'aménagement de ce pipeline donnerait une grande impulsion à l'essor national, à l'expansion que le ministre et le gouvernement souhaitent tant. Nos ressources connues de pétrole brut approvisionneront les Canadiens pendant plus de 30 ans, et nos ressources prévues suffiront sans doute pendant environ trois siècles. J'estime donc que nous aurions avantage à nous servir d'un produit de chez nous, à exploiter notre propre pétrole, plutôt que donner de l'emploi, je le répète, à des étrangers.

J'aime à penser que mon troisième sujet est d'envergure mondiale. Comme le savent tous les députés, j'ai eu l'honneur et l'avantage, en avril et en mai de cette année, d'assister, à titre de délégué canadien, à la réunion des parlementaires des nations et dépendances du Commonwealth, réunion qui a eu lieu au Parlement de Londres, en Angleterre, et à Stormont, le parlement de l'Irlande du Nord. J'ai été très honoré d'assister à cette conférence. Avant d'aller plus loin, j'exhorte le gouvernement à envisager sérieusement la possibilité d'accroître très généreusement sa contribution à la branche canadienne de l'Association des parlementaires du Commonwealth, afin qu'un plus grand nombre de députés et de sénateurs canadiens puissent visiter les divers pays du Commonwealth.

Ce n'est pas sans intérêt que nous avons constaté, quand nous nous sommes réunis dans les Chambres du Parlement à Londres, que sur 32 délégués nous étions trois blancs. Cela nous donne une excellente idée de la situation des peuples blancs dans le monde actuel. De fait, leur situation n'est peut-être pas aussi forte qu'elle l'a été. Il y avait douze délégués des diverses nations d'Afrique, quatre des pays de l'Orient qui font partie du Commonwealth; trois de l'Inde; sept de nationalité arabe, et trois des Antilles.

J'ai été ravi de constater que les gens de tous ces pays tenaient le Canada et le premier ministre du Canada en très haute estime. A vrai dire, bon nombre d'entre eux ont déclaré qu'ils considéraient le premier ministre canadien comme la figure dominante de la scène politique internationale à l'heure actuelle.

Au cours de l'examen d'une autre mesure législative cette semaine, j'ai signalé les besoins de certains pays membres du Commonwealth que le Canada pourrait satisfaire. J'ai été étonné de lire dans le compte rendu d'un des comités de la Chambre qu'un de mes collègues avait recommandé que le gouvernement réduise son aide aux nations